



CTB



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

RAPPORT DES RESULTATS 2016

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL DANS LA TSHOPO (EDUT)



ACRONYMES.....	3
APERÇU DE L'INTERVENTION.....	6
1.1 FICHE D'INTERVENTION	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	8
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	9
1.4 CONCLUSIONS	9
2 MONITORING DES RESULTATS.....	12
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	12
2.1.1 <i>Contexte général</i>	12
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	12
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	13
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	13
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	14
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	15
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	16
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	18
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	18
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	18
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
2.5 THEMES TRANSVERSAUX.....	19
2.5.1 <i>Genre</i>	19
2.5.2 <i>Environnement</i>	20
2.6 GESTION DES RISQUES.....	21
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	22
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES	22
3.2 RECOMMANDATIONS.....	23
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	24
4 ANNEXES.....	26
4.1 CRITERES DE QUALITE.....	26
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	29
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	30
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS	32
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	33
4.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	36

Acronymes

AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
AETP	Projet d'appui à l'enseignement technique et professionnel
AFD	Agence française de développement
AFE	Association des Femmes Entrepreneurs
AGR	Activité Génératrice de revenu
ANAPECO	L'Association Nationale des Parents d'Elèves et d'Etudiants de la RD Congo
ANEP	Association nationale des entreprises du portefeuille
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
APIF	Agence pour la promotion des investissements et de financement
ATI, ATN	Assistant Technique International, National
CTB	Agence belge de développement
CdR	Centre de Ressources
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CIETFP	Commission interministérielle de l'Education Technique et la Formation Professionnelle
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen terme
CP – CDP	Comité Provincial de Coordination du Processus de Développement en Province Orientale
CPS	Centre de Promotion Sociale
CFPP	Centres de formation et de perfectionnement professionnels
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
CSC	Cahier Spécial des Charges
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DSCR	Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
DTF	Dossier technique et financier
DIPROMAD	Direction des Programmes Scolaires et Matériel Didactique

EdR	Espace de Ressources
EPS	Enseignement Primaire et Secondaire
ETD	Entités territoriales décentralisées
EFTP	Enseignement et formation technique et professionnelle
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
ETP	Enseignement technique et professionnel
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
GAR	Gestion axée sur les résultats
GPE	<i>Global Partnership for Education</i>
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit,</i> Coopération internationale Allemande
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
IFCEPS	Institut de formation des cadres de l'enseignement primaire et secondaire
IGE	Inspection Générale de l'Education
ILO	International Labour Organisation
INADES	Institut Africain pour le Développement Economique et Social
INERA	Institut national de recherche agronomique
INPP	Institut national de préparation professionnel
IPP	Inspecteur Principal Provincial
ISPT	Institut Supérieur Professionnel et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Techniques Appliquées
ITEM, ISTEM	Institut (Supérieur) Technique Médical
MAS	Ministère des Affaires Sociales
MEPSP	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
MESU	Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire
METPS	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale

MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
(M)PME	(Micro-) Petites et Moyennes Entreprises
Mini-Santé MSP	Ministère de la santé publique
NA / ND	Non – applicable / Non déterminé
OPS	Operations (de la CTB)
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIE	Plan Intérimaire pour l'Education
PNG	Politique Nationale du Genre
PRECOB	Programme de renforcement des capacités organisationnelles par l'octroi de bourses
PRODAT / PRODET	Projet de développement agricole / désenclavement dans la Tshopo
Proved	Directeur de la province éducationnelle
PTF	Partenaire Technique et Financier
RDC	République démocratique du Congo
SECOPE(P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (provincial)
SMCL	Structure mixte de concertation locale, le comité de pilotage d'un projet
SYNTRA	Het Vlaams Agentschap voor Ondernemersvorming, Agence flamande pour la formation des entrepreneurs et indépendants.
TENAFEP	Test National de Fin d'Etudes Primaires
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion
UFE	Unité Formation - Emploi
UCOP	Unité de Coordination Provinciale
UNTC	Union Nationale de Travailleurs du Congo
VDAB	<i>Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling</i> (Service National de l'Emploi)
VVOB	<i>Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand</i> (Association flamande pour le développement et l'appui technique)

Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Pays	RDC
NOM PROJET	Projet de Développement de l'Enseignement technique et professionnel dans la Tshopo - EDUT
CODE PROJET	RDC 12 179 11
ZONE D'INTERVENTION	Kisangani et Province de la TSHOPO
BUDGET	10.000.000 Euro
INSTANCE PARTENAIRE	Ministère provincial de l'Education, Province de la Tshopo, République Démocratique du Congo
DATES : - CONVENTION SPECIFIQUE - FIN DU PROJET - EXPIRATION CS	4 avril 2014 30 Juin 2019 4 avril 2020
DURÉE (MOIS)	72 mois (projet 54 mois)
GROUPES CIBLES	Les institutions de formation ciblées dans la zone : leur direction, conseils de gestion, formateurs, comité des parents, comité d'élèves ; les représentants des communautés locales ; les employeurs potentiels de la zone retenue ; les ministères provinciaux ayant trait à l'ETFP et à l'insertion professionnelle ; les divisions provinciales des Ministères concernés : EPS/INC (PROVED, IPP, SECOPEP), ETP, MAS, MJS, METPS.
OG	À Kisangani et dans la Province de la Tshopo, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes gens et jeunes filles de trouver ou créer un emploi durable.
OS	Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani - Yangambi - Isangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation technique de qualité pertinente, incluant les cours pratiques, les stages et l'accompagnement à l'insertion professionnelle
RESULTATS	1. <i>Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale, méso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant.</i>
	2. <i>Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les CdR/CP et les établissements ETP affiliés.</i>

1.2 Exécution budgétaire

	Budget (Euro)	Dépenses		Total dépensé	Taux de débours ement à la fin de l'année N
		Années précédentes 2014-15	Année couverte par le rapport 2016		
Total	10.000.000	2014 :268.996 2015 :844.343	1.066.027	2.179.286	22%
R1. Le pilotage est amélioré	1.705.900	375.878	255.151	631.029	37%
R2. Les apprenants sont formés	6.170.600	226.389	434.910	661.299	11%
Réserve budgétaire	456.310				
Moyens généraux	1.667.190	510.992	375.966	886.958	53%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le projet EDUT est pertinent. Il répond aux points suivants du Plan Intérimaire de l'Education : 2.2 revalorisation de la fonction enseignante via des formations et recyclages, 2.4 optimisation et actualisation des programmes d'études en mettant au centre les apprentissages des élèves, 2.5 renforcement de l'enseignement technique et professionnel, par un travail concerté tant sur la qualité de la formation que sur l'adéquation formation-emploi, et l'investissement dans des structures d'application et d'insertion ; 3.1 l'accompagnement et mise en œuvre de la décentralisation pour une gestion efficace, 3.2 le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, 3.3 le pilotage du système de formation au niveau provincial et la coordination entre les différents ministères ainsi que la concertation entre réseau officiel et réseaux conventionnés.

Le projet est également en ligne avec le plan de développement de l'ancienne Province Orientale démembrée et avec le Programme Indicatif de Coopération signé entre le Royaume de Belgique et la RDC.

La logique d'intervention a été revue dans son ensemble à travers les études de base et le cadre logique ainsi que la Matrice de suivi-évaluation. Le choix de 6 Centres pilotes qui accueilleront l'essentiel de l'expertise développée et des investissements permettra de concentrer les moyens, dès 2017. L'approche opérationnelle met un accent particulier sur la

pérennité des acquis après 2020.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

L'équipe projet EDUT est opérationnelle, installée dans des locaux adaptés tant à Kisangani que à Isangi. Cependant, l'ATI expert insertion tarde à être remplacé.

Un comité provincial de concertation publique-privée fonctionne et a développé une stratégie Provinciale 2020 de l'ETFP et un plan d'action budgétisé. Les cinq plates-formes locales sont mises en place à Isangi, Yanonge, Imbolo, ainsi que deux plates formes thématiques à Kisangani.

Au niveau des 21 établissements de formation affiliés, EDUT a appuyé l'élaboration participative des projets d'établissement, qui seront subsidiés au cours des deux prochaines années, en vue d'améliorer la qualité des formations pratiques, le suivi de l'entrepreneuriat des jeunes et l'accès des filles à un enseignement professionnel de qualité. Une série de formation leur a également été dispensée dans les domaines de la pédagogie, bureautique et gestion.

En collaboration avec PRECOB, une analyse institutionnelle des acteurs du sous-secteur ETFP a été réalisée et un plan de renforcement des capacités est en préparation.

Une unité spécialisée s'occupera au sein de chaque école du suivi personnalisé des jeunes et de leur préparation à l'emploi : c'est l'Unité Formation-emploi. En vue de l'équipement des écoles pour les formations pratiques, une analyse des besoins a été réalisée dans les différentes filières du bâtiment appuyées : maçonnerie, menuiserie, construction métallique et électricité. Pour accroître la mobilité, 22 motos ont déjà été mises à disposition des écoles rurales et services d'appui à l'ETP.

Une stratégie Genre est aussi en œuvre, pour maintenir et augmenter la fréquentation des filles dans l'ETFP.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

Le programme EDUT dispose des ressources principales nécessaires à son déploiement : 2 antennes équipées, des moyens de mobilité assurés, une équipe opérationnelle et des services de supports administratifs et financiers déployés.

Le projet souffre cependant de retards dans le recrutement des experts insertion national et international, d'une lenteur dans les processus de marchés publics et d'un retard dans l'écriture des conventions de subsides, pour lesquels un appui urgent est nécessaire. Ces problèmes dans l'acheminement des ressources doivent être résolus.

Un retard dans la mise en œuvre des activités a été accusé, notamment en raison de changements des autorités (Proved, membres de la SMCL, ...). Ainsi la SMCL 1 a été reportée de février à Mai 2016 et la signature de certains accords de subsides (notamment pour le chantier-école prévu avec ITI Chololo) a pris plus de temps que prévu. La rédaction des projets d'établissement est à présent finalisée et un grand nombre d'accords de subsides est en préparation. La stratégie et planification 2017 ont été validées en SMCL 2 du 12 décembre 2016.

On peut cependant se rassurer sur la qualité des outputs futurs, au vu de l'équipe provinciale

actuellement en place dans la Tshopo.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité financière est potentiellement bonne : le choix du projet s'est porté initialement sur une action au niveau de 23 établissements de formation professionnelle, dont les plus performants, à présent sélectionnés pour devenir des centres pilotes, formeront la base d'un réseau couvrant la Province de la Tshopo. Chacun des centres pilotes est appuyé par une plateforme locale de concertation, qui renforce le lien entre centres affiliés, centre pilote et acteurs privés. Le renforcement des activités génératrices de revenus de ces centres de référence, l'accent mis sur l'entrepreneuriat des jeunes et le renforcement des capacités des structures de gestion et des services d'appui renforcent la viabilité du programme.

L'intervention a été dès le départ largement appropriée par les groupes cibles, grâce à un nombre important d'ateliers participatifs, réunissant aussi bien les acteurs locaux de la formation (parents, enseignants, directions d'écoles) que les acteurs provinciaux publics et privés. Les projets d'établissement réalisés ont également permis de renforcer le dialogue entre direction, parents et enseignants autour d'une vision 2020 de leur établissement. Les ministères provinciaux se sont largement impliqués au sein de la plateforme de concertation dans la rédaction d'une stratégie provinciale de l'ETFP et d'un plan d'action budgétisé. Tout porte à croire que cet appui des autorités se poursuivra. Bien qu'encore à ses débuts, on perçoit déjà que l'intervention a contribué à l'amélioration de la capacité de gestion des chefs d'établissements, notamment par une plus grande sensibilité au problème de l'adéquation formation-emploi et du genre. C'est le cas aussi pour les enseignants dont les aptitudes pédagogiques ont été renforcées.

1.4 Conclusions

Le programme EDUT est multidimensionnel et implique un nombre important d'acteurs. Sa stratégie opérationnelle est fondée sur une approche participative. La communication y tient une place de choix en vue de lancer la dynamique de changement et de progresser vers les objectifs communs. Cette dynamique est aujourd'hui bien enclenchée et la stratégie est comprise des partenaires et de l'équipe projet. Il conviendra l'année qui vient de se concentrer sur la mise en œuvre renforcée des moyens, pour atteindre les bénéficiaires finaux.

On peut synthétiser ainsi les activités réalisées et biens livrés par le programme :

1° Activités de coordination et des services généraux

- Le programme EDUT est à présent installé dans les nouveaux bureaux CTB, avec les autres volets, l'équipe transversale (Genre, SIG, Communication, Infrastructures, Renforcement des capacités) et la coordination.
- Le manuel de procédures des antennes a été finalisé et l'antenne Isangi s'apprête à accueillir les deux autres volets, agriculture et désenclavement.
- La cellule Genre est opérationnelle et a formé des points focaux dans chacune des écoles appuyées.
- Des synergies entre PRODAT et EDUT ont été développées pour former des artisans locaux à l'entretien de machines agricoles et à la production d'outillages, avec l'appui d'une école technique de Kisangani.

2° Activités au niveau du pilotage:

Le résultat 1, vise le pilotage au niveau macro, méso et micro.

- EDUT a appuyé la rédaction de la stratégie provinciale de l'ETFP et le lancement de 5 plateformes locales.
- Une analyse institutionnelle des acteurs de l'ETFP a été réalisée avec l'appui du programme PRECOB, en vue de leur renforcement.
- Accompagnement de l'inspection dans le contrôle de la gestion administrative, pédagogique, patrimoniale et financière des écoles ciblées.
- Les projets de 21 établissements ont été rédigés et les conventions de subside sont en préparation.
- Un atelier Genre et une identification des Unités formation-emploi ont été réalisés.
- Un voyage d'étude a été réalisé au Bénin pour explorer les possibilités d'alternance et deux réunions sectorielles ont été organisées avec les autres programmes « ETFP » de la RDC.
- Un cours en ligne a été suivi par les membres de l'équipe Edut, sur «Transparence, responsabilité et mesures de luttres contre la corruption dans le secteur de l'éducation».

3° Activités au niveau de la qualité de la formation:

- Les formations suivantes ont été organisées à l'intention des enseignants et gestionnaires d'école : pédagogie de base, organisation des stages, gestion administrative, gestion financière et aspects juridiques des AGR, rédaction des projets d'établissement, fonctionnement et organisation de l'UFE, bureautique.
- Missions de suivi de la formation en pédagogie dans les écoles.
- Etat des lieux des cours pratiques, infrastructures et équipement réalisés par Syntra et VDAB.
- Identification des outils et équipements de base pour chacune des filières scolaires en fonction du niveau / de la classe.
- Réhabilitation de la charpente de l'atelier de menuiserie du Centre professionnel Kalema.
- Distribution de 22 motos aux écoles rurales et à l'inspection et commande de 63 ordinateurs pour ouvrir l'accès des écoles et services déconcentrés aux NTIC.
- Formation des formateurs de formateurs en éducation financière, réalisée à Kinshasa.
- Stage des enseignants en Bâtiment et préparation des stages en soudure et agro-alimentaire.
- Préparation des chantiers-écoles sur bâtiments communaux.
- Lancement de la production de fardes illustrées reprenant les grands thèmes du programme EDUT en vue d'une meilleure communication.

Recommandations pour 2017

1. Renforcer la participation de l'ensemble des acteurs via le développement et la diffusion d'outils de communication (fardes EDUT, calendrier, ...) ;
2. Poursuivre le vaste programme de renforcement des capacités (enseignants, direction, chefs d'atelier) ;
3. Confirmer les investissements prioritaires (bâtiments, équipements, outillages), lancer et suivre de près la réalisation du programme d'investissement ;
4. Accompagner l'inspection, les gestionnaires et les services de l'ETFP dans la gestion et le suivi des établissements et assurer la collecte des indicateurs ;
5. Mettre en place de manière participative les centres pilotes (avec les comités de gestion, comités de parents, gouvernements des élèves). Appuyer en priorité les CFP avec potentiel (chef d'établissement dynamique, innovant et rassembleur) et construire une dynamique de réseau entre CFP ;

6. Réfléchir à une formule de kits de démarrage, progressivement achetés par les apprenants durant leur formation ;
7. Accompagner les points focaux Genre dans l'état des lieux de la situation Genre de leur école et la proposition d'actions ciblées ;
8. Nouer des partenariats opérationnels et,
9. Développer des modules de formation courts, en lien avec les AGR.

Fonctionnaire exécution nationale : Serge Bolanganduka	Fonctionnaire exécution CTB : Pascal Martin
	

2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le territoire d'intervention du programme est la Province de la Tshopo, avec pour chef-lieu Kisangani. Les nouvelles institutions Provinciales ont tardé à être fonctionnelles, elles sont opérationnelles depuis Octobre 2016. Le Directeur Provincial de l'éducation a également été démis en Septembre 2015 et remplacé en Octobre 2016, après un intérim de plus d'un an assuré par le responsable des services généraux et du personnel.

Le programme s'inscrit dans la politique de développement de l'ancienne Province Orientale, telle que formulée en 2013 par le Gouvernement provincial (Programme du Gouvernement provincial et Plans d'Action, février 2013). Il reviendra à la nouvelle province de la Tshopo d'adapter cette politique à sa nouvelle configuration.

La conception du programme prend en compte les potentiels de croissance, surtout dans les secteurs agricole et de la construction, et les contraintes, notamment une infrastructure routière encore très faible, la grande étendue de la Province, qui reste la plus large des 26 provinces de la République, et le poids très limité du secteur économique formel, une faible qualité de l'offre de formation, un pilotage et une gouvernance faible du secteur ETPF, le manque de ressources humaines qualifiées aux niveaux technique et professionnel et les pressions sur l'environnement.

Le DTF du programme EDUT a été validé le 27/11/2013 et le démarrage effectif a eu lieu le 01 décembre 2014, date de la prise de fonction de la direction d'intervention. Une SMCL 2 a validé la stratégie de 2017, le 12/12/2016.

2.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel de l'intervention a été marqué par une forte implication des institutions partenaires tout au long de la phase de démarrage. Le choix du coresponsable national a été réalisé en début février 2015 sur désignation de la Ministre Provinciale en charge de l'Education. Les études de base internes du programme ont démarré par des missions de terrain conjointes réunissant Ministère de l'Education, services déconcentrés de l'éducation et équipe CTB dans les écoles techniques et auprès de quelques opérateurs socio-économiques de l'axe Kisangani-Yangambi-Isangi. Les ministères du Plan, des Affaires Sociales, Jeunesse et Genre ainsi que du Travail et la FEC et COPEMECO ont ensuite contribué à élaborer la stratégie du projet. Une plateforme de concertation réunissant les acteurs publics et privés de la formation professionnelle a vu le jour en septembre 2015, sous l'égide de la Ministre Provinciale en charge de l'Education.

La principale évolution qui a marqué les institutions dans lesquelles est ancrée l'intervention EDUT est le découpage de l'ancienne Province Orientale en 4 nouvelles Provinces, dont la Province de la Tshopo, et le changement des structures qui en a découlé. Le départ du Gouverneur et de ses ministres, remplacés par un commissaire spécial assisté par des conseillers a modifié l'échiquier politique en place et demandé à l'équipe-projet des efforts conséquents pour initier les nouveaux représentants aux réalités du programme. Ce commissariat a ensuite été remplacé par un nouveau gouvernement Provincial, qui à son tour a dû être informé des réalités du Programme Edut.

Quant au niveau national, le ministère de l'EPSP a été amputé de l'enseignement technique pour donner naissance à deux ministères : EPS-INC, « initiation à la nouvelle citoyenneté » et ETP, « Enseignement technique et professionnel ». Au niveau des services déconcentrés, il y a eu changement de PROVED à l'EPS-INC : le nouveau nommé est en fonction depuis octobre 2016, après l'intérim de 13 mois assumé par le chef des services généraux. A l'ETP, le Proved est en fonction depuis novembre 2016 et il commence à mettre en place ses équipes en Province.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le projet est géré en régie, mais une participation étroite du partenaire est recherchée, tant au niveau du ministère de l'Education provinciale que des services techniques déconcentrés (PROVED et Inspection) ainsi que des autres ministères ayant des compétences dans le domaine de la formation professionnelle. Un coresponsable national a été désigné par la Ministre provinciale de l'Education en vue de faciliter et renforcer les synergies et de participer à la direction de l'intervention.

La coordination Provinciale CTB assure la coordination entre les volets désenclavement, agriculture, santé et éducation ainsi que la gestion des services logistiques, financiers et administratifs de même que les services partagés pour les infrastructures, la communication, le développement de la dimension Genre ou encore le renforcement des capacités. L'équipe de coordination est complètement installée avec des services de support opérationnels, ce qui permet de faciliter les synergies entre programmes.

L'échange d'expériences sectorielles est organisé via la Représentation de la CTB à Kinshasa et permet de confronter la stratégie EDUT aux réalités développées dans les autres provinces et aux outils déjà en place au niveau national. (Unité formation-emploi, ...)

2.1.4 Contexte HARMO

Le Programme EDUT a démarré en même temps que les deux autres programmes provinciaux de la Tshopo, PRODAT et PRODET. Une harmonisation a été faite au niveau de la coordination provinciale via un partage des services de supports. Au niveau des stratégies, le PRODAT pourra offrir des opportunités de stage aux écoles agricoles et mécaniques du territoire d'Isangi et Kisangani ainsi que développer des actions conjointes avec EDUT en vue de rapprocher les écoles techniques des préoccupations du monde agricole. La dimension genre sera également développée conjointement. Bien que les zones de concentration dans la Tshopo ne coïncident pas exactement, cela n'empêchera pas la mobilité des stagiaires.

De même, PRODET dispose de nombreux chantiers où des stagiaires en bâtiment de Kisangani et Isangi peuvent développer leurs compétences. Un travail en ce sens peut encore être approfondi pour préciser ces interactions. Par ailleurs, PRECOB, le programme bourses aidera EDUT à faire l'état des besoins en renforcement des capacités des services déconcentrés. Des contacts en ce sens ont été pris. Au niveau national, l'intervention EDUT a régulièrement partagé ses réflexions et sa stratégie avec les autres programmes sectoriels.

D'autres acteurs de l'éducation et l'enseignement technique ont partagé leur expérience et leurs projets futurs avec EDUT. Il s'agit principalement de l'INADES formation, qui a participé à l'étude de base et échangé avec les coresponsables EDUT sur son expérience intéressante dans le domaine de la formation agricole et la production de supports didactiques, l'INERA Yangambi qui a longuement échangé avec les acteurs du programme, la VVOB qui a Co-organisé un atelier d'échange d'expériences sur l'encadrement des écoles agricoles, SYNTRA et VDAB qui ont animé un atelier d'identification des équipements liés aux compétences techniques à développer dans les filières du bâtiment, l'AFD qui a l'intention de lancer un programme d'appui à la formation continue en partenariat avec l'INPP, la GIZ qui appuie la formation des capitaines de bateaux et mécaniciens fluviaux, l'Unicef qui travaille dans le

secteur de l'éducation et qui a échangé sur ses méthodes d'enquêtes ainsi que sur l'appui pédagogique à l'inspection, le BIT qui a développé des programmes efficaces de formation en entrepreneuriat (Trie, Crée, Germe).

La participation étroite du Ministère en charge de l'éducation et des services déconcentrés au programme est indéniablement un facteur positif pour EDUT, de même que l'intérêt porté au programme par le secteur privé, les associations de parents et les représentants des écoles conventionnées. Cet engouement a permis de lancer une dynamique intéressante de concertation et d'échanger sur les points essentiels du programme, concernant l'adéquation emploi-formation.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani - Yangambi - Isangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation technique de qualité pertinente, incluant les cours pratiques, les stages et l'accompagnement à l'insertion professionnelle				
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2016	Cible année 2016	Cible finale 2019
Taux de mise en œuvre du plan d'actions de la plate-forme de concertation		1 stratégie	1 Stratégie	75%
Nombre de finalistes (4 ^e professionnel et 6 ^e technique).	668	448*)	668	800
Proportion de filles parmi les inscrits chaque année dans les filières autres que couture (tous niveaux)	14%	ND	15%	20%
Taux de réussite des apprenants (G/F) en fin de formation au jury pratique amélioré	0	ND	40%	50%
Proportion d'heures de pratique effectives dans le cursus de formation	C : 41% L : 20%	ND	C : 43% L : 22%	C : 55% L : 35%
Proportion d'apprenants de dernière année qui présentent un projet personnel d'auto-emploi.	0	0	15%	20%
Nb de filières x ETP dans lesquelles au moins 1/3 des effectifs des 2 dernières années avant l'examen effectuent un stage d'au moins un mois.	7	9	10	20

(*) Ce nombre de finalistes ne reprend pas les élèves finalistes de Basoko (voir ci-dessous)

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le programme a rejoint ses objectifs au niveau du pilotage, grâce à son travail de renforcement concerté des acteurs provinciaux de l'ETP. Cependant, les progrès au niveau des bénéficiaires finaux ne sont pas encore mesurables.

- Pour l'indicateur de taux de mise en œuvre du plan d'action de la plateforme de concertation, la stratégie a été réalisée et l'indicateur est atteint.
- Pour ce qui est du nombre de finaliste, les données indiquent une baisse en 2016, qui s'explique principalement par la sortie du programme Edut, de 3 écoles affiliées de Basoko.
- Pour ce qui est des stages, les données recueillies auprès des écoles permettent d'estimer une évolution positive tendant à la réalisation de cet indicateur.

2.2.3 Impact potentiel

L'impact attendu est un développement économique et social amélioré de la Province, via une meilleure adéquation emploi-formation. Celui-ci pourra être atteint, par une amélioration de la qualité du profil des sortants en adéquation avec la demande des opérateurs économiques et sociaux, par une incitation à la création de l'auto-emploi, par la prise en compte de la dimension genre et par l'amélioration du dialogue entre les acteurs économiques et les acteurs de l'éducation.

La dimension de l'équité est également recherchée : un accès pour tous à la formation et à l'emploi contribue à renforcer les perspectives de développement de la province.

L'accent mis sur la formation des jeunes à l'entrepreneuriat et le renforcement des capacités des institutions de formation permettront une meilleure adéquation formation-emploi.

Le développement d'AGR performantes au sein des institutions de formation pilotes contribuera au développement des capacités de gestion et de créativité entrepreneuriales.

Les avis convergents sont d'appuyer le pilotage des établissements par une approche participative renforcée et de mettre en avant le projet d'insertion de l'apprenant, qui doit se construire durant toute sa formation, par une approche volontariste et un accompagnement individuel renforcé.

2.3 Performance de l'output 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale, méso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant.

Indicateurs	Valeur de la Baseline (2015)	Valeur année 2016	Cible année 2016	Cible finale 2019
Proportion des ETP appuyés qui disposent d'un Projet d'établissement 2020, décliné en plans d'actions et en budget annuels	0	8 / 20*)	40%	75%
Nb d'ETP qui dispose d'une UFE opérationnelle	0	10	10	10
Nb cumulé de comptes rendus de réunions des plates formes de concertation provinciale ETFP	6	18	18	42
Plan de formation mis en œuvre par les acteurs de la plateforme	0	30%	30%	75%
Nb moyen de fiches de visites d'Inspecteur visibles dans chaque ETP, par année scolaire	0	0,7	1	4
Pourcentage de recueil des données statistiques à jour des écoles viables ETFP	ND	0	10	80%
Nb d'ETP affiliés qui obtiennent une note en gestion de l'établissement supérieure ou égale à 50%	ND	3	3	14

(*) l'indicateur est mesuré sur 20 écoles celle de Nazareth n'étant pas encore reprise ici.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Organiser les comités de concertation afin d'assurer le pilotage et la mise en œuvre de la stratégie au niveau provincial et local.		X		
2 Renforcer et assurer un meilleur suivi du pilotage du secteur		X		
3 Renforcer les capacités des acteurs participant au pilotage et à la gestion			X	

¹

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

1. 8 établissements techniques ont finalisé leur projet d'établissement, alors que les 13 autres ont décrit correctement leur institution, mais doivent encore finaliser leur plan d'action et budget. L'indicateur prévu est atteint. Les conventions de subside des établissements sont en cours d'élaboration.
2. 10 UFE sont constituées à ce jour mais pas encore opérationnelles. Chaque UFE a au moins deux membres formés à l'usage de l'outil informatique. La première activité de 2017 sera de finaliser le plan d'action des UFE et de suivre la mise en place de leurs outils : bases de données, dépliants, ...
3. 12 réunions de plateformes de concertation ont été organisées cette année : 5 réunions de mise en place de plateformes locales, 3 réunions de plateformes techniques qui ont porté sur la stratégie ETFP et son plan d'action, 2 réunions de planification des plateformes locales, et 2 SMCL qui réunissent la plateforme stratégique.
4. Le plan définitif de formation à mettre en œuvre par les acteurs de la plateforme est encore en cours d'élaboration. Cependant, un nombre conséquent de formations ont été données conjointement par l'inspection et l'équipe-projet en 2016 : pédagogie de base, gestion administrative, gestion financière, rédaction du projet d'établissement, organisation des stages, formation des points focaux genre, formation en bureautique.
5. L'inspection a réalisé 14 visites sur 20 écoles cette année : 13 visites administratives et 1 visite pédagogique. Soit un nombre moyen de 0.7 visite, inférieur à 1. Un effort est à faire pour renforcer le pilotage à ce niveau.
6. Le recueil des statistiques n'a pas démarré. Ici également, un effort est à faire. En préparation à ce travail les services déconcentrés ont été formés à l'outil informatique et dotés de motos.
7. 3 établissements sur 13 visités ont obtenu une note en gestion supérieure à 50%. Ce chiffre est conforme aux attentes, mais la progression doit continuer dans ce domaine. Les lacunes concernent le classement, l'ordre, la connaissance et la tenue des outils de gestion.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les CdR/CP et les établissements ETP affiliés.				
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2016	Cible année 2016	Cible finale 2019
Nb de structures d'appui initiées par le Programme qui sont opérationnelles et viables (5 Pf locales, 1Pf techniques, 6 UFE, 6 AGR, 21 points focaux genre)	0	1	39	39
Nb de centres pilotes qui disposent d'une AGR opérationnelle	0	0	6	12
Nb d'enseignants (E) formés à l'entrepreneuriat pratique	0	0	23	50
Nb d'apprenants qui bénéficient d'un stage en entreprise	100	290	200	600
Nb d'apprenants qui bénéficient de mise en situation réelle au sein de l'ETP	300	N.D.	400	1500
Nb d'apprenants qui bénéficient de cours pratiques via l'AGR	100	0	200	400
Nb d'apprenants (A) formés à l'entrepreneuriat pratique	0	0	0	300
Nb d'apprenants et sortants porteurs de projet accompagnés par l'UFE	0	0	100	400

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ²	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Etablir et rendre fonctionnel les Centres Pilotes pour la mise en place de leurs UFE, AGR, Cours pratiques et jury pratiques.			X	
2 Appuyer les établissements ETP affiliés afin qu'ils répondent aux exigences de qualités de gestion et d'organisation de formations pratiques			X	
3 Améliorer les formations des apprenants aux pratiques les métiers.			X	
4-5 Tester et améliorer les mécanismes d'insertions socio-économiques des sortants et mise en place des chantiers-écoles			X	

² A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

1. Les 39 structures d'appui ont été initiées par le projet mais ne sont pas encore opérationnelles et viables.

Il s'agit des structures suivantes :

- 1 plateforme technique
- 5 plates-formes locales
- 6 unités formation-emploi dans les Centres pilotes
- 6 activités génératrices de revenus dans les Centres pilotes
- 21 points focaux genre dans les établissements affiliés et pilotes

La plateforme technique provinciale est la garante de la mise en œuvre de la stratégie Provinciale ETFP et s'appuie sur les plateformes locales et les centres pilotes pour son opérationnalisation. Seule la plateforme technique est aujourd'hui opérationnelle et viable.

L'opérationnalisation des unités formation-emploi, le lancement des Activités génératrices de revenus et la mise en place des formations en entrepreneuriat seront essentielles à l'atteinte des indicateurs d'insertion en 2017. L'arrivée de l'expert insertion en début 2017 est essentielle pour un bon suivi de ce volet.

2. La SMCL du 12/12/2016 a acté la décision de développer 6 Centres pilotes, qui auront chacun, deux à trois centres affiliés avec pour critère d'affiliation la proximité en zone rurale et la filière organisée en zone urbaine. Chacun des centres pilotes sera relayé par une plateforme locale, chargée de faciliter et renforcer la politique d'insertion du Centre pilote et le partage des ressources et les synergies entre centres au niveau local. Aucune AGR n'est encore fonctionnelle dans les centres pilotes, cependant elles sont en préparation dans les projets d'établissements respectifs.
3. La sélection de vingt et un établissements scolaires a été arrêtée durant cette année de projet, parmi lesquels 6 Centres pilotes et 15 Centres affiliés. Une étude a identifié les bâtiments et le matériel présent afin de remettre des propositions de réhabilitation et d'achat d'équipement.
4. Concernant le renforcement des enseignants des cours pratiques et techniques, une mission conjointe de VDAB et SYNTRA (organismes de formation belge avec lequel la CTB a un accord cadre) pour l'identification des besoins en formations des enseignants ainsi que du matériel nécessaire pour équiper les centres de formations, dans les quatre filières retenues a été organisée. Cette activité se poursuivra en 2017 par l'organisation de 3 missions perlées en renforcement des compétences pratiques des enseignants et amélioration de leurs espaces de formation.

2.5 Thèmes transversaux

2.5.1 Genre

Une équipe genre de la CTB/Tshopo est opérationnelle depuis juillet 2016.

Pour permettre aux écoles appuyées par EDUT d'augmenter l'effectif et la rétention des élèves en général et des filles en particulier, des journées de sensibilisation sur l'importance de l'ETFP ont été organisées dans tous les sites d'intervention à l'intérieur du territoire d'Isangi (Yanonge, Yagambi, Isangi et Yahekama, Imbolo et Yabaondo), des émissions enregistrées ont été diffusées dans 4 chaînes locales à Kisangani.

Les points focaux genre issus des 21 ETP ciblés ont suivi une formation « Genre et ETFP ». Cette formation était organisée en collaboration avec le Ministère national de l'Education et

Initiation à la nouvelle citoyenneté. A cette occasion, un plan d'action genre de chaque école a été produit.

En vue de préparer l'octroi de bourses scolaire à toutes les apprenantes des écoles de l'intérieur, des missions d'identification des bénéficiaires ont été effectuées dans le territoire d'Isangi.

2.5.2 Environnement

Le programme EDUT travaillera sur la thématique environnement via un soutien au recyclage des intrants, la propreté des abords des écoles, les projets d'établissement et leur dimension « environnement ».

2.6 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite
Manque de confiance des acteurs publics et privés dans l'efficacité de la concertation		FIN	LOW	HIGH	MED	Communication fréquente, partage d'expériences réussies	DI, Ministère	Déc 16
						Réunions pour fédérer les acteurs		
						Agenda des rencontres sur des aspects concrets de la formation et de l'insertion		
Manque de budget pour la mise en œuvre de la politique		FIN	HIGH	MED	HIGH	Recherche de cofinancement par le secteur privé	Ecoles	Déc 16
						Proposer une politique réaliste en fonction du budget	Président de plateforme	Sep 16
						Inclusion dans la feuille de route pour la gouvernance provinciale	Ministère	Sep 16
Manque de personnel qualifié ou compétent		OPS	MED	HIGH	HIGH	Développer des AGR pour compléter le niveau de salaire prévu par l'Etat.	Ecoles	Juin 16
						Formation et recyclage du staff national	DI	Déc 16
						Partenariat avec le secteur privé pour le recrutement de formateurs pratiques	Ecoles	Déc 16
Faible motivation des élèves ou des parents pour les cours pratiques		DEV	MED	MED	MED	Orientation et formation	Ecoles	Sep16
						Amélioration de condition de formation		
						Campagne de sensibilisation et appui à l'insertion des sortants		
UFE Non opérationnelles		FIN	MED	HIGH	HIGH	Expertise en insertion professionnelle	DI, Ecoles	Sep 16
						expertise en gestion d'établissements de formation		
						Appui technique assidu pour mettre en place les UFE		
Lenteur des processus de marchés publics et des recrutements		JUR	HIGH	MED	HIGH	Appui équipe provinciale	Coordination CTB Tshopo + RR & Siege	Juin 16
						Combinaison des MP avec Accords de Subsidés		
						Planification et suivi		
Instabilité des institutions en charge de l'ETP au niveau national et provincial		DEV	HIGH	LOW	MED	Travailler avec les services déconcentrés	DI	Juin 16
						Travailler avec la société civile		
						Inclure les gestionnaires des réseaux conventionnés		

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

La stratégie a été mise à jour en 2016 comme expliqué ci-après.

1. Nous avons renforcé l'approche « projets d'établissements », en proposant aux écoles d'intégrer les dimensions suivantes : Pilotage de la formation, Activités Génératrices de Recettes, UFE « Unité formation-Emploi », cours pratiques améliorés, bibliothèques, mis en œuvre par des conventions de subsides et appuyés par une expertise externe mobilisée par EDUT.
2. Appuyer les services déconcentrés et conseillers d'enseignement (au sein des coordinations des écoles conventionnées) d'une part; développer également une expertise supplémentaire logée dans les centres pilotes, mobilisable par la plateforme technique.
3. Appuyer une concertation provinciale et technique pérenne, qui soit capable d'alimenter l'innovation à travers l'échange avec les opérateurs privés.

La plateforme technique regroupe les services d'appui techniques à l'ETFP des différents ministères, des gestionnaires des écoles et les représentants du secteur privé. Son rôle est de piloter et mettre en œuvre la politique provinciale de l'ETFP, décidée au niveau stratégique. Elle coordonne les actions des différents acteurs d'encadrement de l'ETFP et s'appuie sur les centres pilotes locaux et sur le centre de ressources provincial pour mettre en œuvre les stratégies développées et planifiées dans la vision 2020 de la Province.

Elle s'appuie désormais au niveau local sur **5 plateformes locales**³ qui facilitent le déploiement et la mise en œuvre locale de la stratégie ETFP via les échanges entre les Centres de formation et leur environnement économique et social et la mise en commun ou le partage de ressources matérielles et humaines.

Les Centres Pilotes sont quant à eux choisis pour accueillir des investissements plus conséquents en termes d'infrastructures et ressources humaines et sont les têtes de réseau. A ce titre, elles disposent d'une bibliothèque suffisamment fournie, d'un accès à l'internet et d'installations correctes pour les cours pratiques ainsi que d'une AGR fonctionnelle qui permet de développer des modules de formations pratiques adaptés de courte durée et qui sert de support à la transmission des compétences entrepreneuriales.

Tandis que le **centre de ressources** est constitué d'un réseau d'expertise technique et pédagogique mobilisable par la plateforme technique en vue d'appuyer les centres pilotes et écoles affiliées.

CENTRES PILOTES	CENTRES AFFILIES
Institut Technique Industriel CHOLOLO	Centre St Laurent, Institut Kisangani II et Centre Professionnel MANGOBO
Institut Marie Reine de la Paix	Groupe Scolaire DIESEL et Institut Technique Professionnel KALEMA
Lycée Technique	Centre SIMAMA Et Centre de Promotion Sociale de La

³ Les plateformes de concertations locales de Kisangani sont spécifiques aux thématiques/filières (Plateformes couture et bâtiment). Tandis que les trois autres plateformes de concertation locale sont rurales et non spécifiques aux filières car elles regroupent toutes les écoles appuyées de la contrée. Il est à souligner que dans ces plateformes locales rurales existent des groupes thématiques de réflexion par filières.

MAPENDANO	MAKISO
Complexe scolaire la SAGESSE	Institut Technique Agricole de YAEKAMA et Institut Technique Agricole de YANGAMBI
Institut Technique Agricole BOSEMBO	Institut LOMBE et Institut Technique Agricole BOLOBA
Institut Technique professionnel MOGOYA	Institut Technique Agricole de YANONGE et L'Institut Technique Agricole SIMISIMI

3.2 Recommandations

La SMCL de décembre 2016 a pris des recommandations, qui s'intègrent et renforcent la stratégie développée.

Recommandations	Acteur	Date limite
R1 : Accélérer le rythme d'exécution des activités pour rattraper le retard et rester dans les délais	UCOP	DEC 2017
R2: Appuyer aussi les offres de formation courte ou à la carte et le présenter à la SMCL	UCOP	DEC 2017
R3 : Envisager un appui au développement de la filière informatique et électronique à Kisangani	UCOP	DEC 2017
R4: Prendre en compte le besoin en renforcement de capacités des acteurs du secteur privé.	UCOP	DEC 2017

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés

Public cible

Au niveau des cours pratiques et équipements scolaires :

L'ambition du programme Edut est de rendre à la formation professionnelle son aspect pratique, via des mises en situation réelles proche du marché de l'emploi. Celle-ci se heurte actuellement à une orientation très théorique et faiblement liée aux applications pratiques du métier. Un des enseignements tirés des échanges réalisés cette année, est qu'il conviendra d'agir de manière concertée sur différents paramètres :

- Travailler sur la compréhension de la matière par les élèves plutôt que sur la mémorisation abstraite des définitions qu'on observe actuellement dans les écoles. C'est la compréhension plus profonde qui amène la compétence. L'accent ne devrait pas être mis seulement sur la description de l'univers technique mais bien sur la compréhension du fonctionnement ou de la mise en œuvre des objets techniques, la réalisation de solutions.
- Les cours généraux doivent être développés en rapport avec la filière, par exemple : français technique ou mathématiques orientés « construction ».
- Les activités pratiques devront être augmentées au maximum, avec comme préalable la fourniture de matériel adéquat (car le matériel existant sert à démontrer les séquences pratiques sans permettre aux étudiants d'expérimenter eux-mêmes).
- Il convient de travailler également sur les bâtiments, (revêtement muraux, plafonds, toits, vitrages). On cherchera à remédier aussi aux interruptions de la fourniture de l'énergie électrique et aux vols de matériels et d'équipements.

Elèves et enseignants

Au niveau des plates-formes techniques et locales :

-Un bon pilotage de la formation est nécessaire pour pérenniser les acquis du programme. Une concertation régulière des acteurs permet de renforcer ce pilotage. Grâce à la mise en place de plateformes, tous les acteurs éducatifs (PROVED, IPP, SOUS-PROVED, Conseillers d'enseignement, Gestionnaires des écoles, chefs d'établissements, COPA, COGES, ...) et les services Privés (FEC, COPEMECO, artisans locaux) peuvent développer des stratégies communes en vue d'améliorer la qualité de l'Enseignement Technique dans leurs contrées. Les services Privés sont ainsi plus motivés pour accueillir les élèves stagiaires au sein de leurs entreprises et pour développer une bonne adéquation formation-emploi.

Acteurs
ETFP

Au niveau de l'appui pédagogique :

Le programme Edut a l'ambition d'améliorer les capacités de transmission des compétences des acteurs éducatifs, à travers l'usage de méthodes pédagogiques modernes et efficaces. Nous avons appris qu'il importe ici de privilégier la variation dans les méthodes avec moins d'exposés théoriques et plus de supports visuels adaptés. Dans les cours pratiques, après les démonstrations de fonctionnement sur des machines ou sur du matériel pédagogique il faut aussi développer des exercices pratiques individuels différenciés, selon le niveau chacun tout en renforçant la progressivité dans la difficulté des exercices (taxonomie améliorés).

Enfin, il importe d'évaluer régulièrement la compréhension des étudiants au cours des leçons. La préparation des leçons, l'utilisation du tableau et la gestion de la classes sont également à tenir en compte et à renforcer.

Au niveau du Genre :

La question du Genre dans l'ETFP gagne à être abordée conjointement par les parents, les enseignants et les élèves. Il est important de donner des occasions aux jeunes et aux adultes de se parler, de briser la glace et la méfiance, pour évoquer les situations-problèmes et proposer des solutions qui renforcent la compréhension et le respect mutuels. Par ailleurs, la mise en place d'une bourse scolaire peut créer un effet d'appel pour les filles vers l'enseignement technique. Il faudra veiller après le projet à maintenir des mécanismes de discrimination positives envers les filles, fortement sous-représentées. Enfin, les mariages précoces constituent un facteur de risque important qui explique le taux d'abandon élevé des filles en cours de scolarité. Il conviendra de mettre en place des campagnes de sensibilisation participatives, pour lutter contre ce phénomène.

Au niveau du renforcement des capacités :

Le programme Edut a analysé la situation de départ des acteurs éducatifs et a appris que la stratégie de renforcement des capacités doit adresser les différentes contraintes du système en terme de nombre, mandats, âge, statut professionnel, avant de travailler sur les compétences des acteurs. La formation devra ensuite mettre à jour les compétences techniques, pédagogiques, organisationnelles et en bureautique.

Au niveau de l'insertion :

L'école ne s'occupait traditionnellement pas de l'insertion de ses jeunes. La mise en place des Unités formation-emplois au sein des écoles permettra à terme de palier à cette lacune, en développant la connaissance du marché, l'accompagnement des stages, les cours en entrepreneuriat et les modules de formation complémentaires au sein des AGR, adaptés aux évolutions technologiques.

En effet, pour réaliser cette nouvelle mission d'accompagnement des apprenants et sortants, Edut a appris qu'il importe de développer une connaissance du monde du travail et mobiliser des personnes clés susceptibles d'accompagner les projets d'école. Il faudra ensuite accroître l'information de ces acteurs sur l'environnement du marché et les évolutions technologiques du secteur d'activité afin de développer les compétences individuelles pour devenir entrepreneur.

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
x	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
x	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		

X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		A	B	C	D
			X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?					
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?					
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
			X		
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décisions					Action			Suivi	
Décision	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
1 Le centre de ressources est constitué d'un réseau d'expertise technique et pédagogique mobilisable par la plateforme technique en vue d'appuyer les centres pilotes et écoles affiliées.	DEC 16	1 an	PV SMCL 02	UCOP	Identifier les membres de ce réseau d'expertise ainsi que les renforcements de capacités à réaliser au niveau des Centres pilotes, en ressources humaines et matérielles	Expert équipement et Expert Pédagogie	Mars 2017		EN COURS
2 : Le nombre de centres pilotes appuyés par le projet passe de 12 à 6 identifiés pour servir de tête de réseau aux écoles affiliées. (CHOLOLO, MARIE REINE, MAPENDANO, MOGOYA, LA SAGESSE, BOSEMBO)	DEC 16		PV SMCL 02	UCOP	Définir pour chaque Centre Pilote une stratégie et lancer la convention de Subside se son projet d'établissement	Coresponsable National + ATI	Mars 2017		EN COURS
3 : Le rapport de base et son cadre de suivi-évaluation sont adoptés.	DEC 16		PV SMCL 02	UCOP	Na				REALISE
4 : Le projet ne couvre plus Basoko, le Centre Nazareth intègre le pool des centres affiliés. Le projet a désormais 15 Centres affiliés et 6 Centres pilotes.	DEC 16		PV SMCL1 & 2	UCOP	Na				REALISE
5: L'octroi d'une bourse aux filles dans les écoles rurales ciblées pour renforcer leur rétention et accroître leur attrait à l'ETFP est adopté.	DEC 16		PV SMCL 02	UCOP	Définir un règlement d'octroi des bourses et compléter les dossiers des écoles et des boursières en vue du paiement de la première tranche	ATN Genre	Mars 2017		EN COURS

4.3 Cadre logique mis à jour

RÉSULTATS / INDICATEURS	VALEUR DE BASE	VALEUR CIBLE FINALE		
IMPACT: À Kisangani et dans le district de la Tshopo, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes gens et jeunes filles de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.				
Nombre de jeunes bénéficiant d'un système de formation et accompagnement à l'insertion plus performant	ND	5.000		
Nombre de filles bénéficiant d'un système de formation et accompagnement à l'insertion plus performant	ND	1.250		
OUTCOME: Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani - Yangambi - Isangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation technique de qualité pertinente, incluant les cours pratiques, les stages et l'accompagnement à l'insertion professionnelle.				
Taux de mise en œuvre du plan d'actions de la plate-forme de concertation	0	2016 : 1 stratégie	2017 : 25%	2018 : 75%
Nombre de finalistes (4° professionnel et 6° technique).	668	800		
Proportion de filles parmi les inscrits chaque année dans les filières autres que couture (tous niveaux)	14%	2017-18 : 17%		2018-19 : 20%
Taux de réussite des apprenants (G/F) en fin de formation au jury pratique amélioré	ND	2017 : 40%		2018 : 50%
Proportion d'heures de pratique effectives dans le cursus de formation	Cycle court (C): 41% Cycle long (L) : 20%	2016-2017 C 43% - L 22%	2017-2018 C 50% - L 29%	2018-2019 C 55% - L 35%
Proportion d'apprenants de dernière année qui présentent un projet personnel d'auto-emploi	0	2017 : 15%		2018 : 20%
Nb de filières x ETP dans lesquelles au moins 1/3 des effectifs des 2 dernières années avant l'examen effectuent un stage d'au moins un mois	7	2016 : 9	2017 : 10	2018 : 12
OUTPUT 1: Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale), meso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant.				
Proportion des ETP appuyés qui disposent d'un Projet d'établissement 2020, décliné en plans d'actions et en budget annuels	0	2016 : 40%	2017 : 50%	2018 : 75%

Nb d'ETP qui dispose d'une Unité Formation-Emploi opérationnelle	0	10			
Nb cumulé de comptes rendus de réunions des plates formes de concertation provinciale ETFP	6	6 en 2015	12 en 2016	12 en 17	12 en 2018
		42			
Plan de formation mis en œuvre par les acteurs de la plateforme	0	2016: 30%			2017&18 : 75%
Nb moyen de fiches de visites d'Inspecteur visibles dans chaque ETP, par année scolaire	0	2016 : 1	2017 : 2	2018 : 4	
Pourcentage de recueil des données statistiques à jour des écoles viables ETFP	ND	2016 : 10%	2017 : 40%	2018 : 80%	
Nb d'ETP affiliés qui obtiennent une note en gestion de l'établissement supérieure ou égale à 50%	ND	2016 : 3	2017 : 8	2018 : 14	
OUTPUT 2: Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les CdR/EdR et les établissements ETFP affiliés.					
Nb de structures d'appui initiées par le Programme qui sont opérationnelles et viables	0	1 CdR et 6 centres pilotes disposant d'une UFE opérationnelle			
Nb de centres pilotes qui disposent d'une AGR opérationnelle	2	2016 : 2	2017 : 4	2018 : 6	
Nb d'enseignants (E) formés à l'entrepreneuriat pratique	0	2016 : 23 (E)	2017 : 35 (E)	2018 : 50 (E)	
Nb d'apprenants qui bénéficient d'un stage en entreprise	100	2016 : 200	2017 : 300	2018 : 600	
Nb d'apprenants qui bénéficient de mise en situation réelle au sein de l'ETP	300	2016 : 400	2017 : 800	2018 : 1500	
Nb d'apprenants qui bénéficient de cours pratiques via l'AGR	100	2016 : 200	2017 : 300	2018 : 400	
Nb d'apprenants (A) formés à l'entrepreneuriat pratique	0	2017 :100 (A)			2018 : 300 (A)
Nb d'apprenants et sortants porteurs de projet accompagnés par l'UFE	0	2016 : 100	2017 : 200	2018 : 400	

4.4 Aperçu des MoRe Results

Rien à signaler à ce stade

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui, voir cadre logique
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Q1 2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Q2 2019
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Décembre 2015

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217911

Project Title : **Programme d'Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle à Kisangani et dans le District de la Tshopo (EDUT)**

Budget Version : **C3**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : **31/12/2016**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
A OBJECTIF SPECIFIQUE (PART) 1			7.876.500,00			35.304,60	566.962,27	690.060,99	1.292.327,87	6.584.172,13	16%
01 Le pilotage du secteur ETFP est mis en			1.705.900,00			32.112,29	343.765,55	255.150,96	631.028,80	1.074.871,20	37%
01 Organiser les comités de concertation afin		REGIE	130.000,00				16.876,04	42.959,43	59.835,47	70.164,53	46%
02 Renforcer le pilotage et la gouvernance du		REGIE	210.000,00				44.954,44	30.756,30	75.710,74	134.289,26	36%
03 Appuyer les acteurs participant au pilotage et		REGIE	1.365.900,00			32.112,29	281.935,07	181.435,23	495.482,59	870.417,41	36%
02 Les apprenants sont formés et les sortants			6.170.600,00			3.192,31	223.196,72	434.910,03	661.299,07	5.509.300,93	11%
01 Etablir et rendre fonctionnel le Centre de		REGIE	3.726.600,00			3.192,31	171.007,82	187.836,73	362.036,86	3.364.563,14	10%
02 Appuyer les établissements ETFP affiliés afin		REGIE	1.330.000,00				9.552,04	151.587,31	161.139,35	1.168.860,65	12%
03 Améliorer les formations des apprenants aux		REGIE	669.000,00				41.063,90	88.691,05	129.754,95	539.245,05	19%
04 Tester et améliorer les mécanismes		REGIE	245.000,00				1.572,97	11,71	1.584,68	243.415,32	1%
05 Chantiers - Ecoles		REGIE	200.000,00					6.783,23	6.783,23	193.216,77	3%
B ACTIVITES PRECOB			0,00					-50.000,00	-50.000,00	50.000,00	7%
01 Activités Precob			0,00					-50.000,00	-50.000,00	50.000,00	7%
01 Activités Precob		REGIE	0,00					-50.000,00	-50.000,00	50.000,00	7%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% * TOTAL			456.310,00					0,00	0,00	456.310,00	0%
01 Réserve budgétaire			456.310,00					0,00	0,00	456.310,00	0%
01 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	456.310,00					0,00	0,00	456.310,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.667.190,00			233.691,49	277.300,87	375.966,45	886.890,25	780.299,75	53%
01 Frais de personnel			797.190,00			105.555,96	172.964,75	198.687,77	477.208,48	319.981,52	60%
01 Assistant technique PARTAGE		REGIE	450.000,00			65.637,54	103.275,85	120.450,46	289.363,85	160.636,15	64%
		REGIE	?			268.996,09	844.263,14	1.016.027,44	2.129.218,12	7.870.781,88	21%
		COGEST									
		TOTAL	?			268.996,09	844.263,14	1.016.027,44	2.129.218,12	7.870.781,88	21%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217911

Project Title : **Programme d'Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle à Kisangani et dans le District de la Tshopo (EDUT)**

Budget Version : **C3**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2016

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
02 Equipe finance et administration PARTAGE		REGIE	225.390,00			36.541,82	62.958,85	59.336,20	159.436,87	65.953,13	71%
03 Equipe technique partagée		REGIE	30.000,00				10.299,17	17.437,04	27.736,21	2.263,79	92%
04 Autres frais de personnel		REGIE	91.800,00			3.376,60	-3.569,12	864,07	671,55	91.128,45	1%
02 Investissements			295.000,00			83.453,45	43.750,57	30.219,09	157.423,11	137.576,89	53%
01 Véhicules		REGIE	90.000,00			80.867,58	6.478,06	0,00	87.345,64	2.654,36	97%
02 Equipement bureau		REGIE	25.000,00			1.389,10	9.027,10	6.999,17	17.415,37	7.584,63	70%
03 Equipement IT		REGIE	55.000,00			1.196,77	26.585,62	1.838,98	29.621,37	25.378,63	54%
04 Loyer (temporaire) et loyer partagé		REGIE	125.000,00				1.659,79	21.380,94	23.040,73	101.959,27	18%
03 Frais de fonctionnement			365.000,00			44.682,09	47.659,69	130.831,52	223.173,29	141.826,71	61%
01 Loyer du bureau		REGIE	100.000,00			4.730,48	-2.417,18	3.930,88	6.244,18	93.755,82	6%
02 Services et frais de maintenance		REGIE	45.000,00			1.721,83	8.449,22	16.943,69	27.114,74	17.885,26	60%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		REGIE	25.000,00			13.140,74	6.817,33	15.564,07	35.522,14	-10.522,14	142%
04 Télécommunications		REGIE	20.000,00			5.055,41	3.900,71	19.704,28	28.660,40	-8.660,40	143%
05 Fournitures de bureau		REGIE	10.000,00			4.135,01	2.748,92	4.903,73	11.787,67	-1.787,67	118%
06 Missions		REGIE	50.000,00			13.754,90	1.898,36	16.513,51	32.166,77	17.833,23	64%
07 Frais de représentation et de communication		REGIE	10.000,00				1.288,05	15.390,88	16.678,93	-6.678,93	167%
08 Formation		REGIE	10.000,00				176,12	8.889,88	9.066,00	934,00	91%
09 Frais de consultance		REGIE	75.000,00				24.144,63	21.060,83	45.205,46	29.794,54	60%
10 Frais financiers		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
11 Frais TVA		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
		REGIE	?			268.996,09	844.263,14	1.016.027,44	2.129.218,12	7.870.781,88	21%
		COGEST									
TOTAL			?			268.996,09	844.263,14	1.016.027,44	2.129.218,12	7.870.781,88	21%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1217911

Project Title : **Programme d'Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle à Kisangani et dans le District de la Tshopo (EDUT)**

Budget Version : **C3**

Currency : **EUR** Year to month : 31/12/2016

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
12 Autres frais de fonctionnement		REGIE	20.000,00			2.143,71	653,52	7.929,77	10.727,00	9.273,00	54%
04 Audit et Suivi et Evaluation			210.000,00				9.228,68	15.655,11	24.883,79	185.116,21	12%
01 Frais d'évaluation		REGIE	100.000,00					0,00	0,00	100.000,00	0%
02 Audit		REGIE	60.000,00					8.917,70	8.917,70	51.082,30	15%
03 Backstopping		REGIE	50.000,00				9.228,68	6.737,41	15.966,09	34.033,91	32%
99 Conversion rate adjustment			0,00				3.697,17	572,96	4.201,58	-4.201,58	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00				3.697,17	572,96	4.201,58	-4.201,58	7%
		REGIE	?			268.996,09	844.263,14	1.016.027,44	2.129.218,12	7.870.781,88	21%
		COGEST									
		TOTAL	?			268.996,09	844.263,14	1.016.027,44	2.129.218,12	7.870.781,88	21%



4.6 Ressources en termes de communication

Des dépliants et calendriers 2016 ont été produits et distribués, des fardes à rabat sont en cours d'impression pour 2017, les médias sont régulièrement invités pour couvrir nos activités.